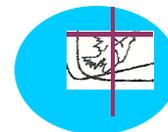


DIOCESE DE BUTEMBO-BENI
COMMISSION DIOCESAINE JUSTICE ET PAIX



CDJP/BUTEMBO-BENI

BP. 63 BUTEMBO

Siège social : Evêché de Butembo

Tél : +243 997715290 / +243 810947859

E-mail : justicepaix_btb@yahoo.fr

ALERTE : Un risque très imminent de balkanisation de l'Est de la RDCongo

**NOTE DE PLAIDOYER URGENT SUR LA SITUATION SOCIO SECURITAIRE A
BENI (VILLE ET TERRITOIRE)**

« Ne soyez pas complices des malheurs dans lesquels sont tenus vos frères et sœurs » (cfr. Hymne du Carême : « Puisque Dieu nous a aimés »)

INTRODUCTION

En tant que service technique du diocèse de Butembo-beni dans sa pastorale sociale, la Commission Diocésaine Justice et Paix (CDJP/Butembo-Beni) demeure toujours préoccupée par la situation socio-sécuritaire qui prévaut dans son ressort composé de deux villes (Butembo et Beni) et de deux territoires (Beni et Lubero). Etudiant en fond les problèmes relatifs aux exigences sociales du temps actuel, la CDJP/Butembo-Beni est témoin des atrocités que subit sa population. Cette misère est due à l'insécurité récurrente qui sévit jusqu'à ce jour en ville de Beni comme en territoire de Beni. Elle est caractérisée par les guerres à répétitions, les massacres des populations civiles, les kidnappings, etc.

Espérant « un diocèse de Butembo-Beni où règnent la paix, la justice, la vérité dans le respect de la dignité humaine »¹, la CDJP/Butembo-Beni donne la version des faits sous cette note de plaidoyer qui s'articule autour des points essentiels suivants :

1. CONTEXTE SOCIO SECURITAIRE EN ZONE DE BENI

Depuis octobre 2014 jusqu'à ce jour, le territoire de Beni et la ville de Beni, en province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo ne cessent de subir les conséquences atroces de l'activisme des « présumés ADF/NALU ». Le mode opératoire de ces assaillants consiste aux kidnappings, aux massacres des populations civiles (en armes blanches : machettes, couteaux, haches,... et/ou par fusillade), aux attaques des structures sanitaires, aux attaques et pillage des biens des populations civiles sans oublier les attaques contre les forces armées de la République Démocratique du Congo ainsi que des forces onusiennes dans cette

¹ Telle est la vision de la Commission Diocésaine Justice et Paix/Butembo-Beni

partie du territoire national. De lors, ce triste phénomène a coûté la vie à plus de 2 000 personnes civiles.

De toutes ces atteintes à la dignité de l'homme, nous nous intéressons aux manifestations de la résurgence des massacres à la suite du lancement des opérations de « grande envergure » contre les « présumés ADF »², à l'identité des auteurs des ces massacres.

➤ ***Manifestations de la résurgence des massacres à la suite du lancement des opérations de « grande envergure » contre les présumés ADF***

Avec l'avènement du nouveau gouvernement, l'armée congolaise a annoncé, en date du 30 octobre 2019 le lancement des opérations en profondeur contre « les présumés ADF » dans le grand Nord, dont l'intensification des combats armés et la résurgence des attaques des présumés ADF sur les populations civiles en termes de représailles en sont des conséquences directes.

Depuis le 05 novembre 2019, suite au lancement des offensives militaires contre les ADF à Beni, plusieurs attaques de représailles sur les populations civiles dans les zones rurales ainsi que la ville de Beni ont été enregistrées. Depuis cette date, plus de 150 personnes « civiles » ont été tuées dans les attaques armées, dont la plupart en ville et territoire de Beni. Certaines de ces attaques ont été menées en face des bases de la MONUSCO à savoir, à Boikene et à Mayimoya.

A titre indicatif, voici le tableau synoptique sur les séries de massacres ci-dessous :

² ADF (ou ADF NALU) : Allied Democratic Forces (rebellion ougandaise présente sur le sol congolais depuis les années 1987)

Tableau synoptique des séries des massacres à Beni depuis fin octobre 2019

Série	Date	Lieu	Nombres des morts	Observation
ERINGETI	Entre le mardi 05 et le lundi 11 Novembre 2019	KOKOLA- MAMIKI-KASANA	15	6 hommes et 9 femmes. A ces personnes tuées, il faut ajouter une femme portée disparue et deux blessés.
MAIMOYA	LE 11 novembre 2019	MAIMOYA	5	
OICHA	Le mardi 12 Novembre 2019	Quartier MABASELE, Cellule MAVONO	19	13 hommes et 6 Femmes, Parmi ces victimes il ya 6 membres d'une même famille.
OICHA	La nuit du 14 au 15 Novembre 2019	Quartier MABASELE	10	5 hommes tués et 5 femmes. Les ADF/NALU ont incendiés une maison et se sont livrés aux pillages des bétails et autres de valeur avant de se retrancher.
OICHA	La nuit du Dimanche 17 au lundi 18 Novembre 2019	Cellule KATENDERE	6	4 hommes et deux femmes, d'autres maisons incendiées ces ADF/NALU se sont livrés aux pillages des biens dans plusieurs maisons.
OICHA	16 Novembre 2019 vers 2 heures du matin	Village KEBAKEBA	16	5 hommes et 11 Femmes tués par des ADF/NALU
BENI	19 au 20 Novembre 2019	Quartier MASIYANI commune MULEKERA	8	5 filles et trois hommes .Observation un arrêt des activités pendant 5 jours à travers les différentes composantes de la société civile, d'où un manifestant de la LUCHA avait été tué, le nommé OBADI MUHINDO KANZORA
MUKOKO	26 au 27 Novembre 2019	MUKOKO	2	U n taximan avait été blessé. Les personnes massacrées sont des femmes.
OICHA	26 au 27 Novembre	MALEKI -MABASELE	27	17 personnes kidnappées ont été libérées grâce à

	2019			l'intervention des jeunes de la Véranda Mutsanga, section d'Oicha
OICHA	05 Décembre novembre 2019	MABASELE-KALIKODO	3	Kasereka kadoko Mumbere kagheni Matavali cesar .L'un parmi ces défunts sa tête était retrouver dans la casserole.
MANTUMBI	05 Décembre 2019	MANTUMBI	19	10 hommes et 9 femmes
kAMANGO	La nuit du 12 au 13 Décembre 2019	Village MATOLU groupement Bawisa	8	Voici leur Noms Sedha kathulsmu, Ndikomwany, Zyeleta, bhalisima tsongela, Asimwa Ndianacho, Vumilia Ndianasho ; corps retrouvés sur le lieu de drame et comme blessés : Kasongo Petro et Matolio Jelwa ; mais les blessés ont succombé au centre de santé de Référence de Lwanoli suite en leurs blessures.
BENI ville	La nuit du 13 au 14 Décembre 2019	Paida, Menga	9	
MAYIMOYA	La nuit du 14 au 15 décembre 2019	Ntombi, village situé à 46 km au Nord d'Oicha, Groupement BAMBUBA-KISIKI	22	16 femmes et 6 hommes tués ; 4 disparus et plusieurs biens pillés par les assaillants
WATALINGA	La nuit du 15 au 16 décembre 2019	KAMANGO	12	Bilan encore provisoire
BENI Ville	La nuit du 16 au 17 décembre	Q. Rwangoma Commune Beu	3	1 femme et 2 policiers tués

➤ **Identité des auteurs des massacres**

Plusieurs hypothèses sont avancées sur l'identité des auteurs des massacres de Beni. Parmi les plus répandues, on indique :

- De plus en plus, des voix s'élèvent pour dire que dans le rang des militaires loyalistes (FARDC) se trouvent des officiers qui travaillent pour le compte de l'ennemi ; d'où ***l'infiltration de l'ennemi au sein de l'armée*** : ce qui rend difficiles les opérations au point que l'ennemi se joue toujours de l'assaut de nos militaires loyalistes qui tombent victimes des embuscades lui tendues par l'ennemi. D'ailleurs à ces propos, nombreux sont les rapports sur cette situation qui ont indiqué quelques noms des officiers qui seraient de mèche avec ceux qui tuent à Beni. l'ennemi profiterait de cette collaboration pour rendre la situation plus complexe : un groupe d'ennemis qui se serait infiltré dans la communauté vit parmi le peuple dans certains enclos de la ville de Beni qui seraient des demeures de certains officiers complices. Un autre groupe par contre serait dans la brousse. Ce qui fait que, lorsque ce dernier connaît une défaite en brousse, celui de la ville le venge en massacrant, sans merci la population civile. Il s'agit à ce niveau des officiers militaires venus des mouvements politico-militaires tels que le RCD de Mr Ruberwa, le CNDP, M23, etc. intégrés dans l'armée sous l'ancien régime politique, apparemment complice qui, depuis longtemps brillait dans l'inaction et l'insouciance devant ces massacres jusqu'à leur fin mandat. Ce sont des officiers supérieurs militaires congolais bien connus.

Bref, Nous pensons que le grand groupe des auteurs des massacres se cacherait dans l'armée Congolaise. Ce seraient précisément des éléments de la RDF (armée rwandaise) infiltrée dans l'armée Congolaise (FARDC) pour exécuter le plan d'installation des Hutu chassés de la Tanzanie dans une bonne partie du Grand Nord-Kivu. Bien attendu, ils sont aidés et facilités par certains officiers congolais soudoyés par le Gouvernement Rwandais ainsi que quelques politiciens d'origine Rwandaise ou soudoyés par le Rwanda. D'autres encore seraient des vulgaires mercenaires recrutés en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie, au Burundi et même localement etc. qui espèrent parfois recevoir un salaire pour ces exactions.

De nombreux rapports nationaux et internationaux publiés ont toujours soutenu que ces officiers supérieurs militaires congolais ont contribué aux massacres des Congolaises et Congolais. Ils sont dans la vente des matières premières congolaises extraites depuis l'Est du pays. **La Justice Congolaise, la CPI et la communauté internationale doivent se servir de ces rapports pour mettre la main sur tous ces officiers supérieurs militaires congolais et leurs complices pour les mettre à la disposition de la justice.**

- Le fait qu'aucun auteur des crimes commis en RDC ne soit déféré à la CPI sur demande expresse de la **MONUSCO** pour jugement (depuis 2006) est perçu par la

population comme une marque de **sa complicité** dans les massacres perpétrés à l'Est du pays, et de manière particulière en ville et territoire de Beni.

Alors que la brigade d'intervention a restauré le climat de confiance entre l'ONU et la population en neutralisant le M23, la MONUSCO a quasiment démantelé cette force en privilégiant des contingents sans aucune preuve de succès dans la protection des populations civiles : comme indiqué ci-haut, la plupart des attaques meurtrières à Beni ville et territoire ont été menées en face des bases de la MONUSCO inoffensive.

La MONUSCO a brillé par une passivité suspecte qui n'exclut pas la complicité au plus haut niveau de ses animateurs.

Pour exemple, Mme Leila ZERROUGUI, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en RDC, avait ouvertement déclaré qu'il fallait trouver une solution négociée à la question des massacres de BENI. Lorsque la population lui a manifesté son intérêt sur ce point de vue, non pas parce qu'elle voulait bien négocier avec les responsables de massacres mais parce qu'elle voulait connaître son identité, celle-ci n'a plus jamais parlé de la question. En réalité il s'agit d'un scandale qui est malheureusement connu de tous. Ceci signifie que les auteurs des massacres sont bien connus et que la MONUSCO les connaît également mais sacrifierait la population pour des raisons qu'elle connaît.

o Les vagues des mouvements des populations du Petit Nord vers le Grand Nord du Nord-Kivu aux moments forts des massacres sous prétexte de recherche des terres arables laisserait entrevoir un **programme d'occupation des terres des populations autochtones par un groupe d'allochtones** aux intentions diverses. Il est bien clair que, lors de l'intensification des massacres en octobre 2014, des mouvements des populations du nord vers de sud du Nord-Kivu ont été signalés. Cherchant à savoir le mobil de ces mouvements, les personnes interceptées ont pu indiquer qu'ils étaient à la recherche des terres arables, d'où ce questionnement à ce niveau : comment expliquer qu'un groupe d'hommes occupent les terres pourtant abandonnées par d'autres à la suite des massacres ? Ne seraient-ils pas en connivence avec ceux qui orchestrent ce phénomène des massacres pour créer de la psychose au sein de la population autochtone pour la pousser à abandonner ses terres pour les occuper par après ? cette hypothèse mérite d'être vérifiée à travers une étude minutieuse sur les enjeux autour de ces mouvements jadis signalés.

Au Evêques membres de l'ASSEPB³ d'ajouter « Des massacres aveugles sont attribués aux ADF-NALU, d'autres au nébuleux Etat Islamique revendiquant ses exploits sur son site officiel ; l'invasion des terres communautaires se poursuit par des bandes aux provenances obscures ».⁴

³ ASSEPB : Assemblée Episcopale Provinciale de Bukavu

⁴ ASSEPB, Pour revêtir un homme nouveau. Message des Evêques membres de l'ASSEPB aux fidèles chrétiens et aux hommes de bonne volonté, donné à Bukavu, le 02 juin 2019 en la solennité de l'Ascension du Seigneur

Répéter tous les jours « présumés ADF », « terrorisme » ne donne pas satisfaction comme réponse à la cause de ces massacres. Pourquoi ne pas diligenter une enquête internationale indépendante ou exiger une opération mutatis mutandis du genre « Artémis » menée du temps du conflit interethnique à Bunia ?

L'on se demande s'il y a réellement une volonté ferme de mettre fin aux massacres et à l'insécurité récurrente à Beni ville, Beni territoire et dans la sous région ?

A-t-on vraiment mené des recherches jusqu'au bout sur l'identité des auteurs de ces massacres ? Car, un mauvais diagnostic -volontaire ou involontaire- a souvent conduit à un mauvais traitement.⁵

2. PREOCCUPATIONS DE LA POPULATION LOCALE

Très récemment, à la suite de ces vagues des massacres à Beni ville et territoire, des violentes manifestations ont éclaté dans la ville de Beni contre les forces de la MONUSCO, où est installée sa base opérationnelle en République Démocratique du Congo. Cette circonstance soulève une série des questions liées non seulement au rôle que joue cette mission onusienne dans le maintien de la paix et de la sécurité en RDC, mais aussi et surtout au fondement de son mandat, car les frustrations, mécontentements, méfiance de la population deviennent de plus en plus patents et inquiétants.

En effet, la population locale se demande si l'on peut affirmer qu'après 20 ans de présence en RD Congo, la MONUSCO a rempli pleinement son mandat. La majorité de la population du grand nord du Nord-Kivu estime que le résultat de cette mission est plutôt négatif.

En plus, dans le choix des forces et du personnel de la MONUSCO, la population locale constate paradoxalement que les membres de ses forces sont constitués majoritairement par des musulmans, alors que nous sommes dans une zone en majorité chrétienne : la prolifération des mosquées dans les zones d'intervention où ces forces sont passées fait poser beaucoup des questions, dont le **prosélytisme**. Bien plus, les membres des contingents et le personnel de la MONUSCO s'expriment de façon générale en anglais. Pourtant, la population dans son ensemble ne parle pas cette langue.

La population du grand nord du Nord-Kivu a la nette impression que les massacres qu'elle subit depuis Octobre 2014 jusqu'à ce jour ne sont pas pris en compte par le Conseil de sécurité des Nations Unies. On dirait que ces massacres du Peuple Nande sont un fait banal. Et pourtant des leaders dont les Evêques Catholiques de la

⁵ Cf Mgr SIKULI Paluku Melchisédech dans son Message de Pâques 2018, « Un cri s'élève dans Rama, des pleurs et une longue plainte (...) Mt 2 : 18, § 3.

province ecclésiastique de Bukavu les ont déjà qualifiés « de véritables actes génocidaires, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité »⁶.

3. RECOMMANDATIONS

Il est grand temps de repenser notre façon d'agir et d'adopter de nouvelles stratégies pour restaurer la paix définitivement à l'est de la RDC en général et à Beni ville et territoire en particulier.

- Prendre au sérieux la question de la balkanisation : Il s'agit des provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du sud-Kivu qui sont concernés par ce plan. Nous avons des informations de plus en plus persistantes.

Plaidoyer : dénoncer ce plan au près des autorités congolaises, notamment l'ancien régime et informer le nouveau en même temps que la communauté internationale.

- Exiger des résultats à nos FARDC. Comment ? il faut changer tous les militaires (officiers et soldats de rang) soupçonnés dans la complicité avec les forces rwandaises, ougandaises, et mêmes kenyanes, tanzaniennes et burundaises ou tirant profit économiquement de ces opérations militaires au détriment de leur mission républicaine. Permuter les militaires issus des branches armées (RCD, CNDP, M23, etc.) de l'est vers l'ouest ; revoir la planification, la stratégie et la communication des opérations actuelles (sécuriser les populations en même temps qu'on attaque l'ennemi en profondeur) ; finir la question des FDLR qui s'apparentent étrangement à certaines ethnies implantées en RD Congo ;

- Supprimer tous les groupes armés mai mai : actuellement, il est signalé la présence de NDC (Groupe Mai mai Nduma Defence of Congo) à l'ouest de l'axe de la route Nationale N°4 allant de Beni à Bunia. Ces NDC sont connus comme travaillant soit avec certains politiciens congolais, soit avec certains officiers des FARDC pour un projet contre la République ;

- Le Gouvernement congolais doit s'impliquer clairement et directement, sinon il risque d'être surpris quand la balkanisation aura commencé. Il y a des officiers auquel il ne doit plus faire confiance. Il faut les éloigner stratégiquement...

- Diligenter une enquête internationale indépendante sur la situation à Beni afin d'identifier les auteurs des massacres pour les déférer aux instances juridictionnelles compétentes pour qu'ils répondent de leurs actes ;

- Exiger une opération du genre « Artémis » qui avait fait ses preuves dans l'Ituri afin de répondre à « l'inefficacité » actuelle des FARDC et éviter le « génocide » à Beni et la balkanisation de l'Est de la RD Congo ;

- A long terme, restaurer l'autorité de l'Etat à travers **tous ses services** ;

⁶ ASSEPB, Notre cri pour le respect absolu de la vie humaine. Message des Evêques du Kivu aux fidèles chrétiens et aux hommes de bonne volonté, Butembo, 23 mai 2015,

- Diligenter un programme de solidarité nationale pour assurer une aide humanitaire aux personnes sinistrées : les déplacés, mais aussi les personnes restées sur place dans les zones en conflits. Le dernier rapport fourni par OCHA Beni en date du 17 décembre 2019 sur l'emplacement des nouveaux PDI (Personnes Déplacées Internes) suite aux derniers affrontements et insécurité dans les provinces d'Ituri et du Nord-Kivu fait état de 30 000 PDI sur l'axe LUNA-BWANASURA-KOMANDA, 11 300 PDI sur l'axe OICHA-ERINGETI, 14 000 PDI sur l'axe BENI-MANGINA-BYAKATO, 26 449 PDI en provenance de MBAU et OICHA sont en ville de BENI.

A cette situation humanitaire, on ne doit pas oublier la perturbation de l'année scolaire et académique consécutive à ce contexte qui expose les enfants et les jeunes à se faire enrôler dans les groupes armés.

En définitive, il est donc urgent de prendre des mesures nécessaires pour rétablir la paix, la sécurité et le développement dans cette partie de la RDCongo.

Faite à BUTEMBO, le 19 décembre 2019

Pour la Commission Diocésaine Justice et Paix/Butembo-Beni

Abbé Aurélien KAMBALE RUKWATA, Directeur

Vue et approuvée par **S.E. Monseigneur SIKULI PALUKU Melchisédech**

Evêque de Butembo-Beni